



Déclaration sur la situation géopolitique et ses conséquences pour les travailleurs

Adoptée lors de la réunion du Comité exécutif des 19 et 20 mai 2026

La CES exprime sa profonde inquiétude face à la situation géopolitique actuelle et à l'escalade des conflits, ainsi qu'à leurs conséquences profondes pour les travailleurs en Europe et dans le monde entier. Les conflits en cours et la détérioration des relations internationales risquent de conduire à un monde de plus en plus brutal, rendu plus dur et plus violent par une exposition répétée aux guerres, à l'injustice et à la souffrance. L'UE ne peut renoncer à son objectif déclaré de promouvoir la paix et ses valeurs.

La CES réitère son appel à une désescalade de la part de toutes les parties au conflit au Moyen-Orient, à un cessez-le-feu immédiat et complet, ainsi qu'à un retour à la diplomatie et au dialogue et au respect total du droit international, afin d'éviter de nouvelles pertes en vies humaines et de parvenir à la paix. Les actions militaires unilatérales menées par les États-Unis et Israël, ainsi que les représailles subséquentes de l'Iran contre des États indépendants, constituent de graves atteintes à l'ordre international fondé sur des règles. Ces actions continuent de saper l'ordre international et contribuent à la catastrophe humanitaire qui perdure à Gaza et dans l'ensemble de la région. La CES réaffirme également sa solidarité avec le peuple ukrainien et son soutien aux travailleurs et aux syndicats en Ukraine, ainsi que son appel en faveur d'une paix juste et durable à construire avec l'Ukraine. La CES rappelle que la sécurité doit reposer sur la diplomatie, la prévention des conflits et le progrès social, et non sur l'escalade militaire. Le droit international doit prévaloir sur la force militaire, et le dialogue sur une course effrénée à l'armement, en particulier en ce qui concerne les armes nucléaires. Il n'y a pas de paix durable sans justice sociale et sans respect des droits des travailleurs.

En menant une guerre d'agression illégale et toujours en cours contre l'Ukraine, la Russie a ramené la guerre en Europe. Parallèlement, la démocratie et les droits fondamentaux font l'objet d'attaques de plus en plus virulentes de la part des régimes autoritaires à travers le monde, une tendance amplifiée par l'élection de Donald Trump. Les récentes actions des États-Unis, qu'il s'agisse de l'agression militaire illégale au Venezuela, de l'imposition de droits de douane, des tensions géopolitiques autour du Groenland, de l'escalade militaire impliquant l'Iran, ou encore des restrictions affectant les livraisons de pétrole et des ingérences dans des pays comme Cuba, reflètent une logique croissante de politique de puissance et de contrôle des ressources. Ces développements affaiblissent les cadres multilatéraux et exacerbent l'instabilité.

Ces tensions géopolitiques sont de plus en plus alimentées par la concurrence pour l'énergie et les matières premières, ce qui attise l'inflation et aggrave l'instabilité mondiale. La situation dans le détroit d'Ormuz met encore davantage en évidence les vulnérabilités de l'Europe, avec des risques majeurs pour l'approvisionnement énergétique,



les voies de transport et le commerce mondial, tandis que des milliers de marins sont confrontés à des conditions de plus en plus dangereuses et précaires. Les travailleurs européens sont directement touchés par la volatilité et la hausse des prix de l'énergie, la baisse du pouvoir d'achat et la pression accrue sur les industries, tandis que certaines multinationales continuent d'accumuler des profits extraordinaires.

Les crises géopolitiques se transforment de plus en plus en crises alimentaires, ce qui engendre des risques liés à la disponibilité et à l'accessibilité financière des denrées alimentaires, ainsi qu'à la spéculation, en particulier pour les pays dépendants des importations alimentaires. La sécurité alimentaire doit donc être considérée comme un enjeu stratégique. Cela souligne la nécessité urgente de passer d'un modèle fondé sur les conflits et l'extraction à un modèle centré sur la paix, l'autonomie stratégique, la justice sociale et des emplois de qualité, grâce à une planification sociale et industrielle à long terme garantissant une prospérité et une stabilité durables.

La réaction des institutions de l'UE en 2022 n'a pas été à la hauteur des défis auxquels sont confrontés les travailleurs et la société, reproduisant bon nombre des lacunes mises en évidence lors de la crise énergétique de 2022-2023 qui a suivi l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie. L'Europe avait alors été confrontée à des chocs similaires, mais la réponse s'était avérée insuffisante. La réforme du marché de l'électricité n'a pas apporté de protection structurelle contre la volatilité des prix, ni assuré un découplage durable des prix de l'énergie décarbonée par rapport aux combustibles fossiles. De même, la taxe temporaire sur les bénéfices exceptionnels introduite pendant la crise n'a été ni rendue permanente ni facilement réactivable, tandis que l'expansion de la production d'énergie renouvelable et décarbonée est restée insuffisante. Un temps précieux a été perdu.

Chaque jour de retard dans la prise de décision a des conséquences concrètes : les profits excessifs continuent de passer des travailleurs et des entreprises vers les grandes entreprises énergétiques, tandis que la hausse des coûts des intrants alimente l'inflation, affaiblit le pouvoir d'achat et accroît la pression sur les industries et les services publics. Il est impératif de tirer les leçons de ces échecs et de mettre en place de toute urgence un cadre de gouvernance économique réformé, des investissements renforcés assortis de conditions sociales, des outils permanents de gestion de crise qui donnent la priorité à la protection des travailleurs, ainsi qu'une nouvelle gouvernance du marché de l'électricité.

La CES appelle donc à un changement fondamental de la politique de l'UE et demande aux institutions européennes de convoquer d'urgence un sommet avec les partenaires sociaux pour discuter des crises actuelles et des mesures nécessaires. La Commission européenne doit prendre conscience de la gravité de la situation et renforcer sa réponse en conséquence. Sans une politique européenne bien plus proactive en matière d'industrie, d'énergie et d'investissement, l'Europe risque de connaître à nouveau les mêmes crises et de rester exposée aux mêmes vulnérabilités. L'insécurité économique, les inégalités et l'instabilité croissantes créent les conditions politiques propices à la montée des forces antidémocratiques. Aux niveaux européen et national, cette crise doit être gérée par un dialogue social renforcé qui conduise à un plus grand progrès social. Les gouvernements ne doivent pas affaiblir l'ambition climatique, la politique industrielle ou l'investissement social en réponse aux défis croissants en matière de sécurité.

Les règles budgétaires doivent être suspendues pour permettre un soutien d'urgence et réformées afin de permettre des investissements publics soutenus visant à assurer le renouveau industriel et l'autonomie stratégique. Dans le cadre réformé du pacte de stabilité et de croissance, les mesures visant à soutenir les travailleurs touchés par le choc énergétique devraient être exclues des calculs de déficit. À l'heure où NextGenerationEU touche à sa fin, il est d'autant plus urgent de mettre en place des outils d'investissement communs permanents, notamment par l'émission d'obligations communes libellées en euros, dans le but de développer la capacité budgétaire européenne.



Les outils de crise ne doivent pas être des improvisations temporaires, mais des instruments systémiques permanents prêts à être activés en cas de besoin. Un instrument européen permanent, s'appuyant sur le succès du mécanisme SURE, doit être mis en place pour protéger l'emploi et les revenus en période de crise et de transition.

Des augmentations salariales sont nécessaires pour faire face à la crise du coût de la vie, réduire la dépendance vis-à-vis des exportations et stimuler la demande intérieure, soutenant ainsi une croissance durable. L'UE doit, dans le plein respect des systèmes nationaux de relations industrielles et de l'autonomie des partenaires sociaux, garantir la transposition ambitieuse et intégrale de la directive sur les salaires minimums adéquats ainsi que la mise en œuvre de plans d'action solides par les États membres afin d'atteindre l'objectif de 80 % de couverture par la négociation collective.

La solidarité sociale, une intervention publique forte et une répartition équitable des coûts doivent être au cœur de la réponse. Des mesures ciblées devraient être prises pour protéger les ménages à faibles et moyens revenus, touchés de manière disproportionnée par le choc, qui ne peuvent pas facilement adapter leurs habitudes de consommation à court terme.

Il est inacceptable que des bénéfices exceptionnels soient réalisés par les entreprises au prix de difficultés généralisées. Il est urgent de mettre en place un contrôle des prix. Un gel temporaire des marges bénéficiaires dans le secteur de l'énergie – plafonnées aux niveaux d'avant la crise à partir de février – est une mesure essentielle pour garantir que les prix reflètent les coûts réels plutôt que des majorations opportunistes, la spéculation et le fait que des entreprises profitent de la crise en pratiquant des hausses de prix injustifiées. Les bénéfices exceptionnels tirés de l'énergie et d'autres biens essentiels doivent être taxés de manière effective et permanente. Ceux qui disposent des moyens les plus importants doivent contribuer davantage. L'augmentation des dépenses de sécurité ne doit pas servir à justifier des coupes dans les soins de santé, les retraites, les services d'urgence et la protection sociale. Les fonds sociaux et de cohésion de l'UE, y compris le FSE+ et le Fonds de cohésion, ne doivent pas être réaffectés pour subventionner les dépenses militaires. La CES réitère sa demande en faveur de systèmes fiscaux plus progressifs et d'une directive européenne sur l'imposition de la fortune.

L'UE doit également réformer de toute urgence le marché de l'électricité afin de dissocier l'énergie décarbonée des prix des combustibles fossiles et de garantir une énergie abordable pour tous. Les réponses à la crise doivent cette fois-ci éviter de soutenir la demande en combustibles fossiles et privilégier plutôt les économies d'énergie, l'efficacité énergétique et les alternatives sans combustibles fossiles.

Alors que le télétravail est à nouveau encouragé pour atténuer la hausse des coûts de l'énergie et des carburants pour les travailleurs et les entreprises, cela souligne l'urgence de renforcer les protections en matière de télétravail et le droit à la déconnexion par le biais de la future loi européenne sur les emplois de qualité. Dans le même temps, la crise actuelle démontre également le rôle essentiel d'un transport public abordable et accessible pour réduire les coûts pour les travailleurs et soutenir une organisation du travail plus équitable et plus durable.

Il est urgent de prendre des mesures pour lutter contre la précarité énergétique, notamment en interdisant les coupures d'approvisionnement et en garantissant une aide aux ménages les plus vulnérables. Il est également important d'introduire une réglementation plus protectrice en matière de loyers et un contrôle du marché afin de protéger les locataires contre l'exploitation et les abus, de mettre fin aux expulsions sans motif valable et de protéger les familles vulnérables, ainsi que de geler ou de freiner la hausse des loyers.

Accélérer l'électrification et les investissements dans les énergies renouvelables est



essentiel pour atteindre l'autonomie stratégique, la stabilité des prix et la création d'emplois de qualité. L'Europe doit passer d'une gestion réactive des crises à une approche proactive et structurelle qui protège les travailleurs, assure des services publics adéquats et une transition juste.

L'Europe ne peut pas continuer avec un système qui laisse des crises répétées sans réponse et les abandonne aux forces du marché, en faisant porter le coût aux travailleurs. La CES défend une Europe résiliente et juste qui place les personnes au premier plan, et continuera à renforcer la solidarité et la coopération avec la CSI et les organisations syndicales régionales pour défendre la paix, la démocratie, la justice sociale et les droits des travailleurs dans le monde entier.